

néral et que défendaient, en outre, des blancs-russes. Blancs-russes et nordistes écrasés durent chercher, le soir, après vingt-quatre heures de lutte, un refuge dans les concessions étrangères (7). L'armée nationale du général Tchang-Kai-Chek pouvait entrer dans la ville.

Elle y entra et son premier soin fut de tenter de désarmer les véritables libérateurs de Shanghai !

La prise de Shanghai ne pouvait manquer d'intensifier la lutte des classes au sein de la révolution chinoise et les dissensions internes du « Kuomintang ». Hankéou et Shanghai, puissantes cités ouvrières, s'ajoutant à Canton, l'hégémonie du prolétariat dans la Chine du Sud allait devenir un fait. Il fallait mater ce prolétariat qui, par l'occupation de la concession britannique de Hankéou et par le soulèvement de Shanghai venait de remporter deux éclatantes victoires. La bourgeoisie, la droite du « Kuomintang », comprit que son sort se décidait. Le « Times » et le « Temps » lui répétaient à satiété leurs formules de salut : compromis, entente de la droite, modérée du « Kuomintang » avec Tchang-Tso-Lin; « mais, se demandaient-ils, alarmés, Tchang-Kai-Chek viendra-t-il à bout des extrémistes ? » Le grondement des canons anglo-américains déchainés à Nankin soulignèrent efficacement la portée des conseils de la presse impérialiste. Situation classique : intervalle entre deux dictatures : ou celle de la droite, un brave général en tête, ou celle de la gauche, le prolétariat en avant. On louvoyait. Les révolutionnaires et le P. C. chinois soucieux de l'unité du mouvement national anti-impérialiste espérant sans doute aussi que la bourgeoisie « n'oserait pas », se laissèrent jouer. Une conférence du « Kuomintang » tenue à Hankéou décida le retour du leader de la gauche Ouan-Tchin-Ouei, sympathique aux communistes — dans quelle mesure ? — exilé depuis le coup de force de Canton, du 20 mars 1926, qui donna le pouvoir à la droite. Un nouveau gouvernement fut formé, comprenant deux droitiers, quatre centristes et deux communistes (Tang-Ping-San, ministre de l'Agriculture, et Sou-Tchan-Ging, ministre du Travail) ; Tchang-Kai-Chek, modeste, déclarait solennellement se confiner dans ses fonctions militaires ; Ouan-Tchin-Ouei à peine rentré d'exil signait (5 avril), au nom du « Kuomintang », avec le secrétaire du parti communiste Tchen-Tou-Hsou, un très beau manifeste commun où il était dit que « les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas à l'étape de la transition du capitalisme au socialisme », et constaté, avec une satisfaction candide, que « les autorités militaires de Shanghai déclaraient se soumettre aux autorités centrales. » (8) Tchang-Kai-Chek remplaçait dans

(7) Kan-Wei. Lettre à la *Pravda*, de Moscou du 15 avril 1927.

(8) *Correspondance Internationale*, numéro 41 du 13 avril 1927.

l'entretemps sans bruit les troupes douteuses par des troupes sûres, négociait avec les agents étrangers, laissait ou faisait surveiller le consulat de l'U. R. S. S., achevait, en un mot, les préparatifs de son mauvais coup...

Il se passait, du reste, des choses assez singulières qui eussent dû servir d'avertissement. Une tentative de dissolution des syndicats était faite à Hankéou le 30 mars (émeute, 8 ouvriers tués). Les journaux annonçaient de nombreuses exécutions d'« émeutiers », à Shanghai. On procédait à Hankéou à l'exécution de plusieurs militants ouvriers accusés d'avoir participé à l'invasion de la concession anglaise... Quelles têtes coupait à Shanghai le bourreau de Tchang-Kai-Chek ? Nous n'en savons rien. L'« Echo de Paris » parlait de « vermine communiste » massacrée. Des journaux annonçaient 300 exécutions. Des « échauffourées » entre « extrémistes » et « modérés » s'étant produites dans la nuit du 4 au 5 avril, l'état de siège était institué à Shanghai (le 5). L'état de siège dans une capitale du monde ouvrier est toujours une vilaine chose et des plus significatives.. Il fut à peine remarqué dans la presse ouvrière.

Le chef de l'armée du « Kuomintang » avait, du reste, un passé assez suspect, étant un des auteurs principaux du coup de force perpétré à Canton, le 20 mars 1926, qui aboutit à la création d'une direction de droite dans le parti du Sun-Yat-Sen, à l'exil de Ouan-Tchin-Ouei, à une semi-dictature militaire. Un camarade russe, des mieux éclairés sur les affaires chinoises, L. Heller, pouvait dire tout récemment : « Les communistes chinois qui ne cessent d'affirmer que Tchang-Kai-Chek ne différerait en rien, malgré son radicalisme verbal, des droitiers du « Kuomintang », avaient bien raison. » (9)

Quoi qu'il en soit, le désarmement et la saignée infligés au prolétariat de Shanghai constituent une lourde défaite qui n'apparaît nullement comme ayant été inévitable. Il était possible de la prévoir et peut-être de l'empêcher. Les prolétaires révolutionnaires de Shanghai se sont laissés mener au guet-apens par la bourgeoisie libérale et militaire qui forme la droite du « Kuomintang ». L'I. C. ne manquera pas de rechercher les erreurs commises et de tirer la leçon de ces faits.

Le Parti Communiste chinois et le Kuomintang

Le prolétariat et son parti se sont montrés au sein de la révolution chinoise soucieux au plus haut point du maintien de l'unité du mouvement national-révolutionnaire — unité qui le rendait invincible — La bourgeoisie et sa galonnaille n'ont pas hésité à briser cette unité à coups de mitrailleuses et de coupe-têtes.. Il n'y a pas lieu d'en être surpris : c'est

(9) *Troud*. Moscou, numéro du 18 avril 1927, Rapport au Bureau de l'I. S. R.

le contraire qui eut été surprenant. « Les intérêts égoïstes de classe ont pris le dessus chez les capitalistes chinois; à la lutte pour la liberté de leur pays, ils préfèrent le marchandage puis l'alliance avec les impérialistes », écrivait l'« Humanité » du 16 avril. Parbleu ! Les communistes ne devraient jamais oublier que les capitalistes n'obéissent, n'obéissent jamais, **ne peuvent obéir** qu'à leurs intérêts de classe; en attendre, en faveur de la révolution nationale, on ne sait quelle générosité, c'est verser dans les dangereuses illusions du socialisme utopique cultivées par l'opportunisme et si souvent réfutées par Lénine.

L'éditorial du numéro 11 de l'« Internationale Communiste » nous apprend comment le Parti communiste chinois envisageait la question de l'unité du mouvement nationale révolutionnaire dès la session de juin 1926 de son Comité Central. Le C. C. du P. C. C. prenait, en effet, à cette session d'importantes décisions concernant les rapports du Parti communiste avec le « Kuomintang » :

« 1° Passer de la politique de l'affiliation à celle des cartels;

2° Avoir nettement sa propre politique communiste;

3° S'efforcer de donner pour base au « Kuomintang » la petite bourgeoisie des villes;

4° Considérer le « Kuomintang » comme devant être non un parti centralisé mais un parti formé de clubs locaux. »

L'éditorial du numéro 11 de l'I. C. considère ces décisions comme erronées et contraires à celle du VII^e Exécutif élargi de l'I. C. qui maintint l'adhésion du P. C. au « Kuomintang ». Il ne m'appartient pas d'entrer dans le fond de ce débat qui me semble être dominé par deux vérités premières : au sein ou en dehors d'un « Kuomintang », le Parti communiste ne peut jamais cesser d'être lui-même et de suivre sa propre politique prolétarienne ; 2° cette question est en réalité bien plus celle du rapport réel des forces que d'une affiliation formelle au parti de Sun-Yat-Sen. Le prolétariat est assez puissant et actif dans la révolution nationale pour que son parti puisse — en sachant s'y prendre — devenir le vrai parti dirigeant du mouvement national, qu'il use de la méthode des cartels avec le « Kuomintang » ou qu'il s'affilie à ce dernier, sans rien abdiquer de ses principes.

Il est vrai que voyant très bien le danger, la bourgeoisie s'efforçait d'y parer en imposant aux communistes l'unité « monolithe » du « Kuomintang » sur la doctrine en réalité purement libérale-bourgeoise (10) de Sun-Yat-Sen (nationalisme, démocratie, socialisme, — le mot socialisme compris à

(10) Lénine la définissait en ces termes dès 1912. Voir aussi S. Daline : *Dans les rangs de la révolution chinoise* (Moscou 1926). Daline eut, en 1922, de nombreux entretiens avec Sun-Yat-Sen.

peu près comme le comprennent nos radicaux-socialistes bien intentionnés à l'égard du pauvre peuple). C'était nier au marxisme le droit même à l'existence. Mais la question se réduisait — et se réduit encore — en réalité à des interprétations qui ne peuvent être fondées que sur le rapport réel des forces. Sans doute, le grand Sun fût-il l'idéologue de la bourgeoisie avancée et des classes moyennes révolutionnaires; sans doute son wilsonisme militant n'avait-il rien de commun avec le communisme; mais ses dernières pensées furent un hommage à la révolution russe, la dernière recommandation qu'il adressa à ses disciples fût celle de collaborer avec le communisme international et la République des Soviets. Dès lors, les thèses de la compatibilité et de l'incompatibilité du Sun-Yat-Sénisme et du communisme sont également soutenables au gré des intérêts de classe qu'il s'agit de défendre. Et le certain c'est qu'un parti communiste ne peut ni ne doit jamais, sous peine de perdre sa raison d'être — et ses effectifs... — admettre dans son action quotidienne la substitution à son programme du parti **représentant d'autres classes**. Mais on ne saurait mieux dire que Lénine dans son projet de thèses sur les questions coloniales et nationales présenté au II^e Congrès de l'I. C. (1920), et qui servit de base à la résolution adoptée : « **L'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements nationaux démocratiques-bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes non seulement d'une façon nominale, soient, dans tous les pays arriérés, groupés et éduqués dans la conscience de leur propre mission qui est de combattre les mouvements démocratiques bourgeois au sein même de la nation ; l'Internationale Communiste doit conclure des alliances provisoires avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais non point se fondre avec elle, et maintenir inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien fût-ce le plus embryonnaire.** » Ceci posé en principe, c'est-à-dire la rectitude de la politique de classe du P. C. C. assurée, le choix entre l'affiliation au « Kuomintang » ou le bloc avec ce dernier n'a plus, me semble-t-il, qu'une importance tactique et formelle. — Sous un autre angle le « Kuomintang » nous apparaît, plus encore que comme un parti proprement dit, comme l'appareil gouvernemental de la révolution nationale ; et il va de soi, dès lors, que le parti du prolétariat doit s'efforcer d'avoir la main sur quelques-uns tout au moins des leviers de cet appareil; mais ces résultats-là, les communistes le savent bien, ne s'obtiennent pas par des transactions diplomatiques. Ils ne peuvent être que les fruits d'une politique prolétarienne ferme et clairvoyante, de l'appel constant aux masses, de l'organisation et de l'activité de celles-ci.